

*Café géographique à Toulouse le 25 janvier 2012
dans le cadre des « Mercredis de la géographie »
à l'Université Toulouse II – Le Mirail*

LA FRANCE DE 2012 a-t-elle encore une identité géographique ?

Armand FRÉMONT

Professeur des Universités

Ancien Recteur d'Académie

Ancien Président du Conseil Scientifique de la DATAR

Conférence animée par

*Robert MARCONIS et Bernard CHARLERY de la MASSELIÈRE,
professeurs de Géographie à l'Université de Toulouse II – Le Mirail.*

Question redoutable, qui s'inscrit dans la problématique de l'identité de la France, d'être français, même s'il s'agit d'identité géographique ou territoriale : car réfléchir sur celle-ci amène forcément à réfléchir sur l'identité de la France aujourd'hui. L'identité du territoire où l'on est, où s'exerce une autorité, est inhérent à une identité plus vaste, celle du territoire et des sociétés qui l'habitent : il faut donc réfléchir plus loin ou plus complètement. Ma réponse sera pourtant très simple, non pas oui ou non (en Normand que je suis), mais oui et non.

Mais d'abord quelques éléments de réflexion qui ont précédé cette intervention :

- Les nouveaux programmes d'Histoire et Géographie dans le Secondaire ont attiré une réplique très vive de la part de notre collègue Rémi Knafou (*cf. annexe*), critiquant la diminution dans ces programmes de la part accordée traditionnellement à la France, diminution néfaste à la connaissance de notre territoire.
- Le beau livre de Jean-Christophe Bailly sur « Le dépaysement, voyage en France » (Seuil, 2011), que je suis en train de lire, s'inscrit dans une longue série de voyages littéraires depuis Stendhal. L'auteur n'aborde pas le territoire français en géographe, mais en littéraire, une manière plus sensible, plus pointilliste, plus impressionniste. Au lieu de prendre des espaces d'une certaine taille, il part de points précis pour construire ses chapitres : à Toulouse, le Bazacle et son écluse à saumons. Rien sur la Normandie, sauf une grosse erreur. Mais, à sa manière, il dit quelque chose sur la France : ceci est la France.
- Mon livre « Portrait de la France, villes et régions » (Flammarion, 2001) apporte déjà une réponse à la question posée : ce n'est pas un manuel, mais un portrait, certes écrit par un géographe, mais le portrait de quelque chose qui existe, qui a une identité.

1. OUI, la France a bien une forte identité géographique, toujours présente et plus forte que dans tout autre pays du monde.

L'hexagone : une forme, une forme qui n'est qu'à la France, harmonieuse, reconnaissable, fruit d'une longue construction historique, stable depuis deux siècles, un élément du portrait.

La centralisation : à la différence des pays d'Europe, sauf peut-être à l'Est, le territoire français est très centralisé, autour d'une capitale ancienne qui en est le centre de gravité depuis la révolution française et même peut-être avant. Une exception dans le monde.

L'extrême division administrative communale : paradoxalement, la France en détient le record mondial absolu avec ses 36000 communes. Alors que tous les pays, depuis 50 ans, ont regroupé leurs communes, ni de Gaulle ni Pompidou n'y sont parvenu. Les réformes à la fin des années 90 ont même créé une structure supplémentaire, l'intercommunalité, qui regroupe les communes mais sans les faire disparaître : elles restent le lieu où l'on vit.

La contradiction liberté / unité : les Français tiennent à leur liberté personnelle, notamment communale, au risque de l'extrême division, et en même temps sont très unis autour de l'Etat centralisé auquel ils tiennent beaucoup.

L'enseignement de la géographie : grâce à l'école de la III^e République, depuis le début du XX^e siècle, l'enseignement de la Géographie est présent avec une continuité qu'aucun autre pays ne connaît, dans l'Ecole primaire traditionnelle, au Collège dans au moins une classe, au Lycée en classe de Première, et toujours au programme du CAPES et de l'Agrégation.

L'image de la France en résulte pour toute notre génération, et même les plus jeunes : les quatre fleuves, les départements (même si on ne les apprend plus par cœur), les préfetures, les frontières naturelles ou non, les Pyrénées ou la Manche au-delà desquelles on est à l'étranger. Une image qui fait identité, une imagerie scolaire, politiquement construite après la guerre de 1870 pour consolider la République.

Le « Tableau de la géographie de la France » de Paul Vidal de la Blache (1903) est un monument de la géographie de la France, qui a fondé l'image géographique apprise à des millions de Français.

2. NON, car cette identité est aujourd'hui profondément ébranlée par plusieurs éléments.

Le Monde est présent partout en nous : mondialisation, mobilité, Internet, etc., et il remet en cause objectivement la stabilité de notre identité géographique. Avec l'Internet, on peut être à la fois ici et ailleurs. La mobilité mondiale, même si elle ne touche qu'une partie de la population, se joue des frontières, y compris françaises : l'immigration, très connue, mais aussi les flux touristiques vers la France et hors de France.

La moitié des Français prend des vacances, une partie va à l'étranger, souvent au même endroit au point qu'ils s'y sentent chez eux. Inversement, la France est le premier pays touristique du monde, il est des quartiers de Paris où le tiers des gens, y compris les commerçants, parlent l'anglais, langue mondiale. Enfin, une partie des ressortissants français, un million environ, migrent et s'installent plus ou moins longtemps à l'étranger, la moitié en Europe, le reste en Amérique du Nord et en Afrique. Les mariages mixtes se multiplient. Ces phénomènes sont le fait de minorités, mais font que le monde est bien présent chez nous et ébranle l'identité géographique de la France.

L'Europe met en cause les frontières, pas sur le plan politique, mais plutôt économique et douanier. Il y a des régions transfrontalières très vivantes : la banlieue de Genève est dans les départements français de l'Ain et de Haute-Savoie, la Lorraine a été sauvée de la désindustrialisation par le travail transfrontalier au Luxembourg et en Sarre.

L'Europe fait se côtoyer aujourd'hui des nationalismes autrefois antagonistes. Longtemps, le territoire français s'est défini par rapport à des adversaires, voire des ennemis : la Grande-Bretagne a détruit au moins trois fois Le Havre, l'Allemagne s'est opposée à nous pendant trois guerres. On n'a plus d'adversaires territoriaux, on ne se dispute plus la Manche, le Rhin ou les Pyrénées. On est un peu moins soi-même, sauf pour le football et le rugby.

La région est un nouveau venu, apparue dès la fin de la 2^e Guerre mondiale : à côté du département qui représente la stabilité territoriale depuis la Révolution française, la région est facteur de division. De plus, l'Europe a une politique régionale, par-dessus les états. Depuis longtemps, le dogme de l'égalité veut que toutes les entités territoriales aient le même statut : or l'Alsace depuis la 1^e Guerre mondiale, la Corse plus récemment ont des statuts particuliers ; les DOM-TOM aussi, par rapport à la métropole ou même entre eux. Il y a rupture de l'unité nationale et territoriale.

La question post-coloniale : je n'en ai pas parlé jusqu'ici, mais la France a été une puissance coloniale, avec un territoire qui débordait largement l'hexagone, une sorte de continuité territoriale hors de l'hexagone. Mais avec deux types de statuts particuliers : le Français proprement dit et les autres, l'identité première et la seconde, ainsi pour le droit de vote en Algérie. Cette situation se retrouve dans la « France-Afrique » post-coloniale, et dans le traitement actuel de l'immigration dont la majorité provient des ex-colonies.

Conclusion : Tous les éléments de l'identité géographique française sont toujours là, mais tous ceux qui la bouleversent le sont aussi, et de plus en plus marqués. D'où une géographie complexe : on ne peut plus parler simplement du Territoire de la France, mais d'un emboîtement de strates historiques avec un dernier siècle bouleversé et douloureux. Serait-ce ce qu'on pourrait appeler une identité géographique post-moderne ? Non plus celle, cartésienne, issue de la Révolution française, mais une identité transformée par l'inéluctable cours du monde.

DEBAT

1. **Robert MARCONIS (professeur de géographie à l'UTM) : L'identité française est une construction historique, bâtie de deux façons :**

- sous la contrainte : réunir des populations qui n'étaient pas nécessairement disposées à vivre ensemble. Ainsi la croisade contre les Albigeois (d'où est née cette Université de Toulouse), l'unification linguistique (édit de Villers-Cotterêts par lequel François 1^o impose le français pour les actes administratifs) ou la répression révolutionnaire dans l'Ouest de la France, etc.

- paradhésion à la volonté politique de créer des solidarités sociales et territoriales : le pouvoir central, monarchique, impérial ou républicain, a la volonté d'organiser le territoire et son identité, autour de Paris, selon certains principes : vivre ensemble selon des règles communes, souci de la solidarité entre les lieux et entre les hommes, mêmes administrations et mêmes services publics. Le réseau ferré du XIX^o siècle est construit en étoile autour de Paris, mais toutes les préfectures et sous-préfectures y ont accès et, quelle que soit la longueur de la ligne, le km est facturé au même prix. Même volonté républicaine d'égalité d'accès pour tous pour l'école (gratuite), pour le courrier (prix unique du timbre), pour l'électricité (prix unique du kwh), etc.

N'est-on pas aujourd'hui de détricoter cette construction ? Abandon du système de services publics qui faisait l'identité française, instauration de prix différents pour les services, mise en place de fractures ferroviaires ou postales, recul de toutes ces « discrimination positives » pratiquées de fait depuis longtemps. Par exemple : le protectionnisme instauré à la fin du XIX^o siècle a freiné l'exode rural et permis de conserver la petite paysannerie dans une France restée majoritairement rurale jusqu'en 1931, mais aussi, au-delà de l'agriculture, des paysages et des modes de vie aujourd'hui mis en cause. C'est l'abandon de ce modèle qui déstabilise maintenant l'identité géographique de la France.

Armand Frémont écrivait dès 1988 dans « France, géographie d'une société » (Flammarion) : « La société française ne vit pas banalement dans l'Hexagone comme si toutes les rugosités de l'espace avaient été gommées sous un cataclysme socio-écologique. La France reste un beau sujet pour un géographe parce que les 55 millions de personnes qui y vivent ne se comportent pas exactement comme des fourmis sur une plaque de verre mais bien comme des sujets actifs, divers, étonnants de créativité dans l'invention de leur espace de vie, inégalement aptes à se mouvoir et s'émouvoir, plus ou moins attachés aux lieux de leurs origines. **Les Français font la France, et inversement. » Les Français n'ont-ils pas renoncé ?**

Armand Frémont : Il y a bien une politique territoriale liée aux services publics, elle a bien donné une identité géographique à la France depuis deux siècles. Mais l'industrialisation l'a mise en cause pendant cette même période : les départements, qui au départ étaient de même poids, ont été de plus en plus différenciés, la politique territoriale n'a pas tout à fait réussi.

Parmi les éléments d'ébranlement que j'ai cités, il y a aussi, depuis une cinquantaine d'années, les multinationales, françaises ou étrangères, aussi puissantes que des Etats, même de la taille de la France. Elles dépassent le cadre du territoire national, qui ne les concerne

pas. Et depuis une dizaine d'années, certaines d'entre elles tendent à devenir purement financières et à se libérer même de tout espace. Là, on dépasse la question de l'identité territoriale pour celle d'une déterritorialisation, d'une géographie mondiale déterritorialisée, un univers tout à fait nouveau.

2. Guy Jalabert (professeur de géographie à l'UTM) : Deux remarques :

- En 1942, quand j'allais à l'Ecole primaire, les instituteurs issus de la III^e République enseignaient l'Histoire de la France dans ses frontières géographiques, et cet enseignement durait jusqu'à l'agrégation. Il incluait les territoires de l'Afrique coloniale et l'Algérie était un département français : il s'agissait du territoire d'un Empire, extension du territoire national. Tout cela change avec le début de la décolonisation vers 1954.

- Jusqu'au début des années 1970, les entreprises françaises étaient installées et travaillaient sur le territoire national. A partir de cette date, tandis que l'entreprise étrangère Motorola s'installe à Toulouse, se constitue le Groupement d'Intérêt Economique Airbus qui est localisé dans quatre états (France, Allemagne, Grande-Bretagne et Espagne, voire même la Chine), puis EADS dont le siège est aux Pays-Bas et la direction réelle à Paris et à Munich. Le processus de mondialisation commence à ce moment-là : on ne peut plus faire l'histoire de la seule France, une histoire comparée est nécessaire.

3. Il y a aujourd'hui à la fois un affaiblissement de la solidarité et un renforcement des contraintes. Une identité nationale peut-elle exister alors que les contraintes viennent de l'extérieur ? Les multinationales sont-elles vraiment libérées de tout espace, ou simplement ancrées autrement ?

A.F. : Les multinationales se libèrent bien de tout espace au sens des frontières ordinaires des états. Mais, par leur siège, leurs filiales, elles sont bien ancrées dans des espaces, qui ne sont pas des espaces nationaux.

Robert Marconis : Les entreprises ne sont pas indifférentes à la qualité des services offerts par les différents états, et la qualité des services publics français (formation, santé, etc.) est un facteur d'attractivité pour la France. Leur abandon en cours ne peut que favoriser les délocalisations.

Par ailleurs, dans ce contexte, la France connaît un climat de frilosité, de repli, de protectionnisme. Si l'identité territoriale française est ébranlée par des contraintes externes, ne peut-on pas en construire une autre, à une autre échelle, celle de l'Europe ? Armand Frémont allait déjà dans ce sens avec son ouvrage « Europe, entre Maastricht et Sarajevo » (Belin, 1996).

4. Quel rapport entre le développement de l'Europe et l'identité géographique de la France ?

A.F. : Je suis un farouche partisan de l'Union européenne, mais j'en mesure en même temps l'impact sur l'identité géographique de la France. L'Europe a gagné quelque chose d'incalculable pour ma génération : 60 ans de paix (à l'exception de la Yougoslavie), c'est sans équivalent dans sa propre histoire. Et une paix sans traité de paix, mais des traités de nature économique et sociale, suivis d'une collaboration laborieuse entre états.

Mais la construction européenne transforme profondément l'hexagone. Presque toutes les régions françaises sont des régions frontalières ou littorales ou les deux, très peu sont intérieures (Bourgogne, Auvergne, Limousin...), l'Ile-de-France n'étant pas une région intérieure en raison de son poids et de ses moyens de liaison. Il n'y a plus de frontières, mais des contraintes : ainsi la péninsule ibérique ne peut communiquer par rail et par route avec l'Europe qu'en passant par la France. Inversement, le Nord-Pas de Calais, sinistré par la désindustrialisation, peut devenir avec les régions voisines une grande région de type Flandre, entre France, Grande-Bretagne et Allemagne.

5. Jean-Marc Pinet (animateur des Cafés géographiques à Toulouse) : *Y a-t-il une dimension religieuse de l'identité géographique française ? La tradition gallicane, l'intégration de certaines minorités religieuses, le catholicisme dominant ? L'affiche électorale de la force tranquille miterrandienne montrait la campagne, le village, le clocher de l'église. Aujourd'hui surgissent les minarets ou les statues bouddhiques. Le paysage lui-même en est modifié, n'est-il pas aussi un facteur d'identité géographique ?*

A.F. : La dimension religieuse, c'est en fait la laïcité, c'est-à-dire la reconnaissance de toutes les religions et l'affirmation qu'on ne peut les confondre avec l'Etat. L'ancienne domination catholique s'affaiblit, l'Islam est présent : le vrai problème, à long terme, est que l'Islam entre dans la laïcité. Cependant ce n'est pas là une dimension territoriale, et mon avis n'est pas celui d'un géographe, mais d'un citoyen.

6. La dimension culturelle ? La culture en général ?

A.F. : La culture, les cultures sont une dimension fondamentale de l'identité d'un pays, par leur présence ou leur dilution. Je n'ai pas abordé la question parce que le sujet qui m'était proposé est limité au territoire. Le patrimoine culturel aurait pu en faire partie. Mais parler de l'identité française en général est un autre sujet.

Robert Marconis : La culture contribue aussi à la construction de l'identité géographique française. En témoigne la culture des élites (Grandes Ecoles, Grands corps de l'Etat, etc.) : par exemple l'Ecole des Ponts et Chaussées a produit depuis sa création au XVIII^e siècle une culture territoriale encore à l'œuvre aujourd'hui. Et cette culture des élites s'impose dans la construction du territoire : les ronds-points des ingénieurs des Ponts, le nucléaire des responsables de l'énergie, la vitesse dans les transports, la décentralisation dans l'Aménagement du territoire, etc. Il y a bien une dimension culturelle de l'identité géographique de la France.

Bernard Charlery de la Masselière (professeur de géographie à l'UTM) : Les hommes politiques utilisent souvent les objets géographiques ou historiques sans discernement pour les mettre au service de leur conquête du pouvoir : Jeanne d'Arc, le Mt St Michel, Solutré, Le Puy, etc. Le sens géographique ou historique de ces lieux symboliques, qui en fait des références de l'identité française, est alors perdu au profit d'une mise en scène.

7. Un étudiant : *Que penser de l'article de Rémi Knafou cité plus haut ?*

Robert Marconis : Je ne suis pas d'accord avec Rémi Knafou. Malgré les changements apportés aux programmes, la France y occupe toujours une place centrale. Comment former des citoyens sans leur donner les moyens d'aborder la France dans le contexte actuel, c'est à

trois échelles différentes : le local (justifié par la montée des collectivités territoriales), le mondial ou l'Europe (on a vu comment ils influent de plus en plus sur l'identité géographique de la France), et entre les deux le national (alors que l'Etat se dégage vers les deux autres niveaux : délégation de compétences aux collectivités territoriales et abandon de la monnaie nationale).

8. Un enseignant : *Mes élèves regardent de moins en moins les chaînes de TV nationales : c'est un autre cadre national qui disparaît. Et on sait le poids du facteur audio-visuel : au Maghreb par exemple l'irruption de chaînes étrangères change la perception que les gens ont de leur propre pays.*

A.F. : En effet, et je suis entièrement d'accord avec vous, les nouveaux moyens de communication modifient profondément les relations espace-temps.

Robert Marconis : Le cadre national n'est plus véhiculé par les grands médias. Une inversion se produit dans les jeunes générations d'élèves : ils ont peu d'images de la France et même de l'Europe, ils se posent des questions à d'autres échelles. Quelles sont leurs cartes mentales, leurs représentations de la France ? L'Hexagone s'efface, mais existait-il avant la III^e République ?

Relisons un manuel scolaire d'Ernest Lavisse vers 1880, il nous montre la solidarité entre les générations sur ce territoire qui n'est pas un donné permanent : « *Nous Français sommes très fiers de notre pays, cette terre privilégiée baignée par trois mers, flanquée par les plus hautes chaînes de montagne de l'Europe, arrosée par de beaux fleuves, jouissant de toutes les nuances d'un climat tempéré, produisant tous les fruits de la terre, ornée de toutes les fleurs. Mais cette terre, est-ce nous qui l'avons faite ? Quelle peine nous sommes-nous donné pour y vivre ? Tout simplement celle d'y naître. Aimer la France parce qu'il y fait bon vivre, ce n'est pas du patriotisme. Mais sur la terre de France vivent depuis des siècles des hommes qui par l'action et la pensée ont fait une œuvre à laquelle **chaque génération a apporté sa contribution.** Quand les enfants quitteront l'école, ils sauront comment il faut aimer leur patrie, ils auront de leurs devoirs envers elle une idée plus nette qu'ils emporteront, les filles dans la famille et les garçons dans l'armée. »*

9. L'idée de souveraineté nationale a-t-elle encore sa place avec la construction de l'Europe ? L'état national disparaîtra-t-il au profit d'un état européen supranational ? Peut-il y avoir une réalité, une identité nationale sans état ?

A.F. : Le continent européen est inégalement divisé, entre les 80 millions habitants de l'Allemagne et le petit million de Malte. Cette division est le fruit d'une construction et de guerres depuis des siècles, dont les deux dernières guerres mondiales. Quelques hommes ont eu l'idée, après la dernière Guerre mondiale, de commencer à construire l'Europe par des rapprochements économiques pour arriver peu à peu à l'Union européenne. C'est un bricolage de 50 ans, boiteux mais nécessaire : complication des institutions, compétences mal définies, absence de démocratie réelle, mais 50 ans de paix.

La France y perdrait son identité ? Pas pour le moment. Les Européens se plaignent de l'arrogance de la France qui veut construire l'Europe à son image à elle. Comme dans les programmes scolaires, il faut donc à la fois conserver la géographie de la France mais aussi la

replacer dans l'Europe et le monde. C'est un défi majeur, qui met en jeu la démocratie elle-même.

10. Bernard Charlery de la Masselière : *Il y a bien d'autres questions qui auraient pu être posées. Par exemple celle des espace intimes : autrefois on prenait la Nationale 7 de village en village, aujourd'hui on prend l'autoroute de panneau indicateur en panneau indicateur... Et la question de la ruralité, etc. Mais il est temps de conclure.*

11. Robert Marconis : *Armand Frémont n'est pas seulement un géographe, mais c'est aussi une plume littéraire qui m'a toujours réjoui, même dans un travail universitaire comme sa thèse où il fait le portrait d'un éleveur du Pays d'Auge : « Le « père » traîne sur les marchés, flaire les bonnes affaires et les moins bonnes, taille ses haies quand il y pense, et fait son cidre, rituellement. Il noie souvent ses pensées dans les vapeurs parfumées d'un café largement « arrosé » sans jamais oublier la ou les « rincettes ». Car l'Augeron, en effet, boit beaucoup. Le maître, avec dignité, s'écroule dans son lit. Le domestique ou le journalier titubent sur les routes à la sortie du café, entretenant avec constance une chronique judiciaire qui va du simple accident au meurtre sordide. Dans les plus mauvais cas, la faillite du système économique se combine à la déchéance humaine. » (L'élevage en Normandie, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Caen, 1967, page 146). On retrouvera la même veine littéraire savoureuse dans « La DATAR est arrivée », une nouvelle tirée du recueil Les baskets de Charlotte Corday (Flammarion, 2003, page 211).*

Armand Frémont : En conclusion, je vais vous dire une petite histoire normande, tirée du même recueil (page 203) et intitulée « Le maire et le géographe ». Je préparais ma thèse et, dans un village de pays d'embouche, je m'arrange avec le maire, un gros emboucheur, pour avoir la disposition de la toute petite salle de la mairie afin de travailler sur les archives pendant une journée. Le maire hésite à me donner la clé, puis accepte, et je peux travailler seul et tranquille. Le soir, le maire vient rechercher la clé ; il est de meilleure humeur, sans doute avait-il bu un peu de goutte entre-temps. J'ai le malheur de lui dire : « J'espère que je ne vous ai pas dérangé, Monsieur le Maire ». La réponse fut foudroyante : « Vous n'avez pas dérangé, mais vous n'avez rien arrangé non plus ».

Compte-rendu établi par **Jean-Marc PINET**
et validé par **Armand FREMONT**

ANNEXE

Article de Rémi KNAFOU
Le Monde, 03.10.11

Mis en œuvre à partir de cette rentrée scolaire, les nouveaux programmes de géographie de la classe de 1^{re} ont été publiés dans l'indifférence générale, alors même qu'il s'agit d'un enjeu d'importance majeure pour la formation des jeunes Français et l'idée que nous pouvons nous faire de la France, de la République, de son territoire et de la société qui l'habite. On sait pourtant, ou on devrait le savoir, que l'enseignement de l'histoire et la géographie de la France a joué et joue encore un rôle important dans la manière dont se forge notre identité nationale. Une identité ouverte, évolutive mais qui ne doit pas pour autant dépendre de l'air du temps interprété par un quarteron d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale peu ou mal encadrés par ceux dont la responsabilité est de veiller à l'adéquation entre le contenu des programmes scolaires et l'idée qu'une collectivité souhaite se faire d'elle-même. La " géographie de la France " n'est plus depuis longtemps celle d'un espace dont le mont Blanc est le point culminant et où la Loire prend sa source au mont Gerbier des Jones, mais l'analyse raisonnée d'un territoire national produit, entretenu et renouvelé par une société qui elle-même s'est densifiée et transformée. Autrement dit, la géographie de la France ne peut prétendre être uniquement un savoir positif et objectif ; elle est aussi pour partie - mais une partie politiquement déterminante - une idée que nous souhaitons collectivement proposer à nous-mêmes et aux jeunes que nous avons la charge de former.

Or, à lire les nouveaux programmes de géographie de 1^{re}, on reste pantois devant l'élimination du niveau national : l'entité " France ", celle de la République française, a purement et simplement disparu au profit de deux autres niveaux : le niveau européen, d'un côté, et celui des territoires qui composent la France, de l'autre, la part belle étant faite aux " territoires de proximité ". Il est permis de penser que la France ne se résume pas uniquement à l'addition ou à la juxtaposition des territoires qui la composent et que si, effectivement, on peut observer un recul du niveau national - l'Etat lui-même ayant transféré plusieurs de ses compétences ou prérogatives à des niveaux inférieurs ou à celui de l'Union européenne -, ce niveau existe toujours et constitue une partie importante du ciment qui lie une société. Le constat mérite d'être fait sans qu'on passe automatiquement pour un souverainiste.

A tout le moins, cet effacement aurait mérité un véritable débat politique et démocratique, car assurément, la question de l'identité nationale appelait une réflexion collective et non un médiocre travail d'experts sans vision générale et enfermés dans des enjeux disciplinaires de nature secondaire. Quant à la consultation des enseignants qui a suivi, faite dans des délais anormalement limités, elle n'a été qu'un simulacre, ce qui en dit long sur l'idée que ceux qui nous gouvernent se font des professeurs : des intermédiaires, sortes d'opérateurs-relais, chargés de faire passer une vision très discutable de la géographie comme de l'histoire, et non des intellectuels pouvant avoir l'ambition de penser leur discipline, au contact qu'ils sont de la réalité sociale que constituent les élèves d'aujourd'hui et leurs familles. Au-delà de la question de l'infaisabilité du nouveau programme d'histoire, cette indifférence de la hiérarchie au considérable potentiel que constitue le corps des professeurs d'histoire-géographie est probablement pour beaucoup dans le malaise qui alimente une fronde montante contre une réforme certes ambitieuse, mais mal pensée, sans appréciation des enjeux réels, et conduite avec une précipitation excessive.

On peut défendre l'idée qu'il est nullement incompatible de se sentir européen, de vivre dans des régions bien vivantes, de s'intéresser à son ou ses territoires de proximité et de penser que le niveau national signifie encore quelque chose, ne serait-ce qu'une certaine manière de vivre ensemble, qui ne ressemble pas tout à fait à celle des Allemands, des Britanniques, des Espagnols ou des Luxembourgeois. Et que ce vivre-ensemble ne peut se résumer au seul portage de la dette publique accumulée par un Etat de plus en plus empêtré dans ses contradictions et impuissant au point de payer des fonctionnaires littéralement irresponsables

pour rédiger en toute bonne conscience l'acte de décès par omission de l'entité nationale.

Bref, ce nouveau programme de géographie de la classe de 1re est très représentatif d'une certaine désorientation collective et exemplaire de tout ce qu'il ne faut pas faire : une carence préoccupante d'interrogation sur l'objectif fondamental de formation des citoyens ; une absence inquiétante de mise en débat d'une question aussi importante ; une prise de pouvoir de la discipline au détriment de l'intérêt de la formation des jeunes : s'il est normal que les programmes scolaires s'appuient sur les avancées de la science, ils ne doivent pas pour autant devenir des béquilles pour les disciplines en mal d'affirmation.

Si l'école n'enseigne pas l'idée républicaine en lien avec un territoire, une société et son histoire, qui le fera ? La France est-elle devenue un niveau si obsolète que l'éducation nationale en arrive à le passer par pertes et profits ? On ne peut que souhaiter que les politiques se saisissent, même tardivement, d'un enjeu au moins aussi important que la plupart des questions qui agitent la scène politique française depuis plusieurs mois. Mais il s'agit, il est vrai, d'un enjeu de long terme et l'on sait que la France contemporaine éprouve une difficulté croissante à se penser positivement dans la longue durée.

En cédant, en histoire à la tyrannie contemporaine de la mémoire et en géographie à la démagogie territoriale de la quotidienneté et de la proximité qui conduit à consacrer chaque individu comme centre du monde, les nouveaux programmes de la classe de 1re illustrent cruellement l'impuissance de nos " experts " à penser cette version française de la démocratie que l'on appelle République.

Rémy KNAFOU,
Professeur émérite de géographie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.